

Allocution de M. Paul Gérin-Lajoie  
Doctorat honoris causa en éducation  
10 mars 2001

L'Éducation pour tous!!

Je remercie l'Université du Québec, particulièrement l'Université du Québec à Hull, et leurs instances dirigeantes, de l'honneur qu'elles me font en m'associant à titre de docteur honoris causa en éducation. Je leur en exprime ma gratitude émue tout autant que ma fierté.

Que cet honneur me soit décerné dans le cadre des célébrations du vingtième anniversaire de fondation de votre institution me touche d'autant plus. De surcroît il me fournit l'occasion de rendre hommage au rôle moteur que joue votre université dans la vie et le développement de votre région. En cette époque de mondialisation et de création de grands ensembles, le plus souvent pour des raisons d'ordre purement économique, il faut prendre garde de ne pas ignorer ni sacrifier des valeurs humaines et culturelles indissociables de territoire et de regroupement humains de petite ou de moyenne taille, qui sont le produit de l'histoire et le véhicule d'une qualité de vie particulière. «Small is beautiful» fut d'abord le titre d'un livre remarquable, que les éditeurs français ont sous-titré «Une société à la mesure de l'homme», tout en conservant le titre principal en langue anglaise, avec son évocation remplie de poésie.

Je vois aussi la mission de votre université comme le ferment des valeurs d'une région, comme le centre de la recherche qui stimule l'innovation particulière aux entreprises de la région et comme la source maîtresse du savoir à laquelle s'alimenteront les individus et les institutions de la région.

Par ailleurs, le généreux témoignage que monsieur le recteur a bien voulu prononcer à mon endroit rappelle les éléments majeurs d'un grand virage dans l'histoire du Québec tout entier auxquels les circonstances ont permis que je contribue activement. J'accepte ce témoignage avec une certaine humilité, sachant bien qu'aux côtés de chefs de file et de leaders, il y a toujours des masses d'hommes et de femmes qui sont les vrais acteurs des révolutions.

J'accepte ce témoignage en sachant aussi que les œuvres de ma vie ont été partagées par une partenaire de 57 ans de mariage, mon épouse Andrée Papineau, une vraie tête à Papineau, à laquelle se sont ajoutés au fils des ans, 4 enfants, 14 petits-enfants et un arrière petit-fils.

À l'heure de mes quatre-vingt-un ans et en ce milieu de bâtisseurs d'avenir qu'est le vôtre, permettez-moi de tourner la page et de soulever à voix haute une question qui me hante de façon persistante et que voilà : Qu'est-ce qui me révolte le plus à mesure qu'approche la fin d'une carrière et d'une vie consacrées presque entièrement à la cause

de l'éducation pour tous, où que ce soit, avec un engagement personnel qui monsieur le recteur a évoqué tout à l'heure?

Ce qui me révolte le plus, c'est de savoir qu'aujourd'hui des dizaines de millions d'enfants d'âge scolaire dans le monde sont privés d'école et sont voués à l'illettrisme, très probablement pour toute leur vie, et que des centaines de millions d'adultes sont analphabètes. Comment cela se peut-il à l'heure où tant de milliards de dollars sont disponibles pour les voyages inter-planétaires ou, bien pire encore, pour des engins et pour des œuvres de guerre?

**Nous savons :**

- Que 113 millions d'enfants – dont 60 pour cent sont des jeunes filles – ne sont jamais entrés dans une salle de classe ;
- Que le monde compte 250 millions d'enfants travailleurs ;
- Que le monde compte des millions d'enfants soldats.

**Nous savons :**

- Que sur 800 millions d'enfants âgés de moins de 6 ans, moins d'un tiers bénéficie d'une forme quelconque d'éducation préscolaire ;
- Qu'environ 150 millions d'autres enfants en âge de fréquenter l'école primaire commencent leur scolarisation mais abandonneront avant d'avoir appris à lire et à écrire.

**Nous savons :**

- Que dans les pays en voie de développement, un adulte sur quatre est analphabète, soit 880 millions de personnes et que, triste perspective, le nombre d'analphabètes ne cesse d'augmenter ;
- Que dans certaines régions d'Afrique, on estime que 30 pour cent au moins des enseignants et des formateurs d'enseignants sont séropositifs et qu'ils décéderont dans le courant de la présente décennie.

J'arrête ici mon énumération de statistiques désespérantes, mais croyez-moi, je pourrais la prolonger longuement. Ces chiffres sont une insulte à la dignité humaine et constituent des obstacles primordiaux à la lutte contre la pauvreté et à la réalisation d'un développement durable.

La situation est d'autant plus alarmante que face à pareils besoins, le Canada se dégage sans cesse de sa part de responsabilité et de solidarité. En dix ans, de 1991 à 2000, les sommes consacrées à l'aide publique au développement ont chuté de 3, 182 milliards de dollars à 2, 507 milliards. En pourcentage du PNB, dont l'objectif avait été fixé à 0,70 pour cent au début des années 1970, il est tombé de 0,49 pour cent en 1991 à 0,24 pour cent en 2000.

Par ailleurs, les pays scandinaves avec lesquels on compare souvent le Canada en qualité de donateurs importants, maintiennent l'aide en pourcentage du PNB à des niveaux élevés. La Suède (0,70 pour cent), la Norvège (0,91 pour cent), le Danemark et les Pays-

Bas (0,79 pour cent) dépassent l'objectif de 0,70 pour cent du PNB établi par les Nations-Unies.

Rappelons que le monde dans lequel nous vivons n'a jamais atteint ces niveaux de richesses ni connu de progrès technologiques et scientifiques aussi fabuleux qu'aujourd'hui. Le résultat est que, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, il pourrait être produit une quantité de biens, entre autres, dans le domaine agroalimentaire, qui suffirait à nourrir tous les êtres humains de la planète. En dépit de cela, on constate malheureusement que les écarts entre riches et pauvres n'ont jamais été aussi grands, tant au sein des sociétés qu'entre les pays.

Déjà, en 1948, les Nations-Unies adoptaient la Déclaration universelle des droits de l'homme, proclamant, entre autres, l'éducation comme un droit fondamental de l'Homme. L'article 26 y énonce expressément que «Chacun a droit à l'éducation. L'éducation doit être gratuite, au moins au niveau élémentaire et fondamental. L'enseignement élémentaire doit être obligatoire.» N'est-il pas aberrant que plus de 50 ans plus tard l'on soit encore aussi loin de l'objectif de 1948?

Face à cette situation, la communauté internationale, y compris le Canada, n'est restée ni indifférente, ni passive. Particulièrement au cours de la dernière décennie du vingtième siècle, les conférences internationales sur la question se sont multipliées et les engagements financiers internationaux se sont succédés. Aussi récemment qu'avril 2000, dans le cadre du Forum de Dakar sur l'éducation pour tous, 1 500 participants, représentant 181 gouvernements et plus de 100 organisations non gouvernementales ont exprimé leur indignation. Ils ont décidé qu'en dépit des progrès notables enregistrés dans de nombreux pays, il est inacceptable qu'à l'aube du troisième millénaire, autant d'enfants et autant d'adultes soient privés d'éducation de base, que de discrimination selon le sexe continue de s'exercer à tous les niveaux du système éducatif et que la qualité de l'éducation dispensée ne réponde pas aux besoins des sociétés.

En réaction, les hauts dirigeants de la coopération internationale sont allés jusqu'à prendre des engagements fermes. Notamment le président de la Banque mondiale, monsieur James Wolfensohn, a été précis au point de dire que : «aucun pays possédant un plan viable et durable pour atteindre L'Éducation pour tous ne pourra se prétendre incapable de le réaliser par manque de ressources financières externes.»

De son côté, la ministre canadienne de la Coopération internationale, madame Maria Minna, s'exprimant au nom de l'ensemble des pays donateurs, a semblé prendre le même engagement en dépit d'une forme conditionnelle - «Si les pays en développement, disait-elle alors, sont en mesure de s'engager de la sorte ( au sujet de la transparence du processus budgétaire, de l'affectation des ressources internes nécessaires, et de la bonne gouvernance manifeste), il incombera alors aux pays donateurs de prouver leur volonté politique en dégageant les ressources nécessaires.»

Plus loin, elle ajoutait : «si aujourd'hui nous nous tournons vers l'avenir, c'est pour passer aux actes. L'heure n'est plus aux grands palabres. Il faut passer aux actes sur le

terrain, dans un pays, puis dans un autre, puis dans tous.» Mais le passage de la parole aux actes s'est avéré presque aussi infranchissable que le passage de Charybde en Scylla. Depuis les engagements du 28 avril 2000 à Dakar, des ONG canadiennes ont soumis plusieurs projets élaborés en partenariat avec des responsables de pays du Sud. Mais les actes se font attendre. Les enfants sans école demeurent toujours des enfants sans école. Où sont donc les actes qui devaient remplacer les palabres?

C'est dans ce grand contexte que j'invitais récemment la société civile à brasser la cage de la coopération internationale.

### **Qu'est-ce donc que la société civile?**

L'on emploie l'expression société civile pour désigner l'ensemble des citoyens face aux pouvoirs publics. Ce sont les ONG, les institutions (comme les universités et autres organismes d'enseignement), les groupes communautaires et les associations de toutes sortes. Ce sont aussi les individus à titre personnel comme tout électeur.

Les éléments de la société civile ont chacun un rôle propre à remplir, un rôle que les gouvernements doivent encourager et appuyer. En ce sens, ces organismes sont en quelque sorte des partenaires des gouvernements. Ils apportent un éclairage et des éléments qui souvent échappent aux pouvoirs publics. Ils sont aussi des opérateurs terrain, agissant directement auprès des populations, dans un rôle que les pouvoirs publics ne sont pas en situation de remplir efficacement.

Par ailleurs, les organisations de la société civile jouent le rôle de chien de garde, de protecteur des intérêts des citoyens, de revendicateurs auprès des décideurs politiques.

J'en conclus que, face à l'inaction, pour ne pas dire l'irresponsabilité des gouvernements à l'égard de l'éducation pour tous, disons concrètement à l'égard des enfants sans école, il appartient à la société civile d'intervenir, de parler haut et fort, de réclamer des gestes concrets et de substantielles affectations de fonds publics pour contribuer à la réalisation de l'éducation de base pour tous.

La démocratie ne consiste plus simplement à déposer un bulletin de vote pour un candidat omnibus, tous les quatre ou cinq ans. La démocratie consiste à exprimer et à faire valoir nos idées et nos désirs en tout temps, par les divers moyens qui sont à notre disposition.

Cette affirmation nous invite à un examen de conscience. Face à la situation que j'ai décrite, nous pouvons nous demander qui a protesté auprès du gouvernement? Qui a interpellé son député? Qui a contribué à mobiliser l'opinion publique? Qui a écrit aux journaux ou téléphoné aux lignes ouvertes de la radio ou de la télévision?

Les pays en voie de développement ont besoin d'un nouveau Plan Marshall, adapté à la situation et aux besoins d'aujourd'hui. C'est à nous de le réclamer.

Vous me permettez de dire, dans un élan qui se veut quelque peu révolutionnaire : Citoyennes et citoyens, levons-nous, proclamons le droit de tous les enfants du monde à prendre le chemin d'une école, soyons le garant de leur droit.

Pour ceux d'entre nous qui ont le cœur trop sensible pour entendre sans éprouver de malaise le mot révolution, même tranquille, je terminerai avec une parole de douceur à l'égard des enfants en citant les paroles poétiques d'Yves Duteil :

**«Pour les enfants du monde entier  
Qui n'ont plus rien à espérer  
Je voudrais faire une prière  
À tous les maîtres de la Terre.»**

**«À chaque enfant qui disparaît  
C'est l'Univers qui tire un trait  
Sur un espoir pour l'avenir  
De pouvoir nous appartenir.»**

Vive les enfants du monde! Vive ceux d'entre nous qui chaque jour poseront un geste concret pour sauver un enfant de l'ignorance et contribuer ainsi à changer la trajectoire du monde!